

ÉTRANGERS

Les associations réclament un recours suspensif pour toutes les décisions liées au séjour des étrangers

Satisfaction au sein des associations d'aide aux étrangers. Dans une décision du 26 avril, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné la France pour les défaillances dans sa procédure d'asile à la frontière, qui ne prévoit pas de recours suspensif de plein droit contre les refus d'admission sur le territoire et les décisions de réacheminement des personnes placées en zone d'attente (1). Ce qui représente une violation, a-t-elle estimé, de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme sur l'interdiction de traitements inhumains ou dégradants et de l'article 13 sur la possibilité pour toute personne dont les droits et libertés ont été violés d'accéder à un recours effectif devant une instance nationale.

Selon l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) (2), la réaction des juges des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis), qui doivent se prononcer sur la prolongation du maintien des étrangers dans les zones d'attente de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle après 96 heures, puis huit jours après, ne s'est pas fait attendre. Au lendemain de l'arrêt du 26 avril, ils ont, selon l'association, libéré l'ensemble des demandeurs d'asile comparaisant devant eux. Les juges peuvent en effet s'appuyer sur l'arrêt de la CEDH pour faire entrer sur le territoire ceux qui ont déjà reçu leur décision de rejet du ministère de l'Intérieur, qui peuvent du coup faire valoir leur demande d'asile auprès de l'Office français de la protection des réfugiés et apatrides. 25 personnes auraient été ainsi libérées au 3 mai. Reste à savoir si cette vague de décisions des juges ne sera pas que provisoire.

Pour l'ANAFE, l'arrêt de la CEDH devrait amener le gouvernement à introduire un recours suspensif systématique dans les procédures de demande d'asile. « La décision de la Cour européenne l'y oblige, combinée à la directive européenne sur les procédures d'asile, selon laquelle les Etats "peuvent" prévoir un recours effectif,

et qui doit être transposée au 1^{er} décembre 2007 », explique Gérard Sadik, membre de l'ANAFE et de la Cimade. Actuellement, l'absence de recours effectif ne concerne pas les seuls demandeurs d'asile à la frontière. Ceux qui s'inscrivent dans la procédure « Dublin II » (renvoyant la demande à la responsabilité d'un autre pays membre de l'Union européenne) ou qui sont désignés comme ressortissants d'un pays d'origine « sûr », notamment, n'en bénéficient pas non plus.

Les personnes frappées par un arrêté d'expulsion en étant, dans certains cas, également exclues, les associations estiment que ce droit s'impose plus largement pour toutes les décisions liées au séjour des étrangers. Un projet aurait déjà été préparé par le gouvernement qui s'apprete à passer la main... Sera-t-il intégré dans la réforme de la loi sur l'immigration prévue pour juillet par le nouveau président de la République ?

(1) Voir ASH n° 2506 du 4-05-07, p. 12.

(2) ANAFE : 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél. 01 43 67 27 52 - www.anafe.org.

ENFANCE - FAMILLE

Congé de soutien familial : des conditions d'accès trop restrictives aux yeux des associations

Attendues depuis la conférence de la famille 2006, les dispositions relatives au congé de soutien familial, fixées par un décret paru le 20 avril (1), sont les « premières mesures en faveur des aidants familiaux ». C'est « une avancée majeure », souligne le Collectif interassociatif d'aide aux aidants familiaux (CIAAF) (2), qui espère qu'elle permettra « d'enclencher une nouvelle dynamique », tout en déplorant « des modalités trop restrictives ».

Le congé est réservé aux salariés qui ont une ancienneté de plus de deux ans dans l'entreprise, regrette ainsi le collectif. En outre, la personne aidée doit avoir un taux d'incapacité permanente reconnu de plus de 80 % ou un classement en GIR 1 ou 2, qui attestent d'une dépendance déjà installée de longue date.

Autre problème : bien que le congé permette de valider des droits à la retraite et soit assorti d'une « certitude de retrouver son emploi », le collectif pointe son « manque d'attractivité ». Sans rémunération, il est en outre « limité à quelques

mois alors que les aidants ont souvent besoin de solutions sur plusieurs années ».

Enfin, le CIAAF salue la clarté et l'utilité du « Guide de l'aidant » mis en ligne par le ministère (3), tout en estimant qu'il est « trop orienté sur la professionnalisation ». À ses yeux, l'aidant familial « a besoin d'être relayé par des professionnels qualifiés » beaucoup plus qu'il n'aspire à « prendre leur place ».

(1) Voir ASH n° 2505 du 27-04-07, p. 9.

(2) Créé en 2004, le collectif réunit dix organisations : l'AFM, Aidants, l'Anpeda, l'APF, le Clapeaha, France-Alzheimer, le GRATH, l'UNAF, l'Unafam et l'Unapei. C/o Aidants : BP 10336 - 75229 Paris cedex 05 - Tél. 01 43 26 57 88.

(3) Disponible sur www.famille.gouv.fr.

En bref

Le statut des directeurs d'établissements publics sociaux et médico-sociaux (DES) et d'établissements sanitaires et sociaux (DESS) est à l'ordre du jour d'une réunion programmée le 21 mai à la DHOS (direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins). Les négociations, qui pourraient aboutir notamment à une fusion des deux corps et à un réaménagement des carrières, des rémunérations et du régime indemnitaire, étaient en panne depuis le 28 septembre dernier. Une réunion interministérielle tenue le 27 avril a fixé la ligne de l'administration.

Le guide fiscal 2007, édité par l'APF (Association des paralysés de France), est sorti. Il informe les personnes en situation de handicap des dispositions qui leur sont propres et permet d'optimiser la déclaration des revenus. Il détaille aussi les mesures utiles tout au long de l'année en matière d'impôts locaux, de redevance audiovisuelle, de taxe sur les salaires, de CSG, d'aide aux travaux et de TVA sur les appareillages et les équipements.

Brochure disponible gratuitement dans les délégations départementales de l'APF ou à demander à celles-ci sur www.apf.asso.fr, rubrique l'APF en action, l'APF en France.

Nominations. Edith Christophe devient directrice déléguée départementale des affaires sanitaires et sociales à la direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de Champagne-Ardenne et de la Marne. Elle sera plus particulièrement en charge de la Marne. De son côté, Didier Bantas a été nommé directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse des Côtes-d'Armor.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS

Décret n° 2007-573 du 18 avril 2007 relatif au congé de soutien familial et modifiant le code du travail (troisième partie : Décrets) et le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets)

NOR : SANS0720965D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et des solidarités,

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 6 février 2007 ;

Vu l'avis du Comité national des retraités et des personnes âgées en date du 21 février 2007 ;

Vu l'avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées en date du 28 février 2007 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 4 avril 2007,

Décète :

Art. 1^{er}. – Il est inséré au chapitre V du titre II du livre II du code du travail (troisième partie : Décrets), après l'article D. 225-2, trois articles D. 225-3, D. 225-4 et D. 225-5 ainsi rédigés :

« *Art. D. 225-3.* – Pour bénéficier du congé de soutien familial, le salarié visé à l'article L. 225-20 adresse à son employeur, au moins deux mois avant le début du congé, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lui remet en main propre une lettre contre décharge l'informant de sa volonté de suspendre son contrat de travail à ce titre et de la date de son départ en congé. Il joint à cette lettre les documents mentionnés à l'article D. 225-4.

« En cas de renouvellement du congé de façon successive, le salarié doit avertir son employeur de cette prolongation au moins un mois avant le terme initialement prévu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

« En cas de renouvellement non successif, les conditions de prévenance définies au premier alinéa s'appliquent.

« En cas d'urgence liée notamment à une dégradation soudaine de l'état de santé de la personne aidée, attestée par certificat médical, les délais de prévenance prévus aux alinéas précédents sont ramenés à quinze jours.

« Ces délais sont également ramenés à quinze jours en cas de cessation brutale de l'hébergement en établissement dont bénéficiait la personne aidée, attestée par le responsable dudit établissement.

« *Art. D. 225-4.* – Les documents accompagnant la demande de congé de soutien familial sont les suivants :

« 1° Une déclaration sur l'honneur du lien familial du demandeur avec la personne aidée, tel qu'énoncé au premier alinéa de l'article L. 225-20 ;

« 2° Une déclaration sur l'honneur du demandeur précisant qu'il n'a pas eu précédemment recours, au long de sa carrière, à un congé de soutien familial ou, le cas échéant, la durée pendant laquelle le demandeur a, au cours de sa carrière, bénéficié d'un tel congé ;

« 3° Lorsque la personne aidée est un enfant handicapé à la charge du demandeur, au sens de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale, ou un adulte handicapé, une copie de la décision prise en application d'une législation de sécurité sociale ou d'aide sociale subordonnée à la justification d'un taux d'incapacité permanente au moins égal à 80 % ;

« 4° Lorsque la personne aidée souffre d'une perte d'autonomie, une copie de la décision d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie au titre d'un classement dans les groupes I et II de la grille nationale mentionnée à l'article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles.

« Art. D. 225-5. – Pour mettre fin de façon anticipée à son congé ou y renoncer dans les cas prévus à l'article L. 225-22, le salarié adresse une demande motivée à l'employeur par lettre recommandée avec avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge, au moins un mois avant la date à laquelle il entend bénéficier de ces dispositions. En cas de décès de la personne aidée, ce délai est ramené à deux semaines. »

Art. 2. – Après l'article D. 381-2-1 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article D. 381-2-2 ainsi rédigé :

« Art. D. 381-2-2. – L'affiliation du salarié bénéficiaire du congé de soutien familial est faite à sa demande par l'organisme débiteur des prestations familiales et sous réserve de la présentation d'une attestation de son employeur indiquant les dates de la prise du congé.

« L'affiliation du travailleur non salarié est faite à sa demande par l'organisme débiteur des prestations familiales et sous réserve de la production des justificatifs suivants :

« 1° Une déclaration sur l'honneur de son lien familial avec la personne aidée, tel qu'énoncé à l'article L. 381-1 ;

« 2° L'un des justificatifs mentionnés aux 2° et 3° de l'article D. 225-4 du code du travail ;

« 3° Le ou les justificatifs requis pour la catégorie professionnelle concernée :

« a) Pour la personne exerçant une activité industrielle ou commerciale, un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant la date de cessation temporaire d'activité et un extrait mentionnant la date de reprise d'activité ;

« b) Pour la personne exerçant une activité artisanale, un extrait du registre du répertoire des métiers mentionnant la date de cessation temporaire d'activité et un extrait mentionnant la date de reprise d'activité ;

« c) Pour la personne exerçant une activité non salariée agricole, une attestation établie par la caisse de mutualité sociale agricole dont elle relève ou, pour les départements d'outre-mer, par la caisse générale de sécurité sociale, mentionnant la date de cessation temporaire de l'activité agricole, suivie d'une attestation précisant la date de la reprise de l'activité agricole ;

« d) Pour la personne physique exerçant une profession libérale et le dirigeant d'une société d'exercice libéral, une attestation de l'organisme de recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale mentionnant la date de la cessation temporaire d'activité et la date de reprise d'activité.

« L'affiliation des personnes mentionnées aux alinéas ci-dessus prend effet au premier jour de la prise du congé de soutien familial et cesse à l'issue du dernier jour du congé. »

Art. 3. – Le délégué interministériel aux personnes handicapées remet avant le 31 décembre 2008 au ministre chargé des personnes âgées et des personnes handicapées un rapport évaluant l'efficacité du congé de soutien familial.

Les résultats de cette évaluation sont communiqués au Conseil national consultatif des personnes handicapées mentionné à l'article L. 146-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'au Comité national des retraités et des personnes âgées prévu par l'article D. 149-1 du même code.

Art. 4. – Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la santé et des solidarités, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre délégué au budget et la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 avril 2007.

DOMINIQUE DE VILLEPIN

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé et des solidarités,

PHILIPPE BAS

*Le ministre de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement,*

JEAN-LOUIS BORLOO

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

THIERRY BRETON

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
DOMINIQUE BUSSEREAU

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,*

JEAN-FRANÇOIS COPÉ

*Le ministre délégué à l'emploi, au travail
et à l'insertion professionnelle des jeunes,*
GÉRARD LARCHER